



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ADEME



AGENCE DE LA
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

ADEME MAGAZINE

OCTOBRE 2023 #169

PAGE 6

La justice sociale,
un pilier
de la transition
écologique

PAGE 2

**« Un message d'action,
de mobilisation et d'espoir »**
Sylvain Waserman,
président-directeur général
de l'ADEME

PAGE 15

Mado Le Fur,
écoréférente
dans l'audiovisuel





« **L'ADEME porte un message d'action, de mobilisation et d'espoir** »

Sylvain Wasserman,
président-directeur général de l'ADEME

La transition écologique doit être territoriale pour réussir : telle est la conviction de Sylvain Wasserman, nommé cet été président-directeur général de l'ADEME. Une vision forgée au cours d'un parcours qui mêle expérience entrepreneuriale et engagement dans la vie publique, locale comme nationale.

Dans quel état d'esprit arrivez-vous à la tête de l'ADEME ?

Sylvain Wasserman : Je prends mes fonctions dans un contexte particulièrement stimulant. L'éveil des consciences face à l'impératif de la transition écologique est une réalité : plus de 80 % des Français reconnaissent que le dérèglement climatique est lié à l'activité humaine. La question centrale, aujourd'hui, c'est le passage à l'action. Or nous disposons d'un cap. Pour ne parler que des émissions de CO₂, la France doit les diminuer de 140 millions de tonnes d'ici à 2030. Cet objectif global est décliné par gisements, bientôt par territoires, et nous disposons d'indicateurs pour mesurer l'efficacité des mesures adoptées. Aux côtés des équipes de l'ADEME, j'ai pour ambition de montrer qu'il y a un chemin pour réussir à relever ce défi et que chacun doit y prendre sa part. Le message que je porte, c'est donc à la fois un message d'action, de mobilisation et d'espoir.

Lors de votre parcours, avez-vous eu l'occasion de travailler avec l'ADEME ?

S. W. : En tant qu'élu, j'ai souvent côtoyé l'ADEME. Mais c'est surtout comme chef d'entreprise que j'ai pu mesurer son rôle décisif. J'ai dirigé une société d'économie mixte spécialisée dans l'énergie. À mon arrivée, cette entreprise faisait du gaz naturel depuis 150 ans. Huit ans après, à mon départ, elle réalisait 30 % de son chiffre d'affaires dans les réseaux de chaleur et était devenue un acteur engagé de la transition énergétique de son territoire. Sans l'ADEME, ce changement de modèle n'aurait pas été possible. De fait, l'Agence se situe au centre

Bio

Juillet 2023

NOMMÉ président-directeur général de l'ADEME.

2017-2022

DÉPUTÉ du Bas-Rhin et vice-président de l'Assemblée nationale.

2008-2017

MAIRE DE QUATZENHEIN (Bas-Rhin) et conseiller régional de la Région Grand Est.

2009 à 2017

DIRECTEUR GÉNÉRAL du réseau Gaz de Strasbourg (GDS), entreprise publique locale de distribution d'énergie.

d'un écosystème composé d'acteurs publics et privés. Elle y joue ce rôle de catalyseur pour la décarbonation de l'économie, sujet qui me tient particulièrement à cœur. De mon parcours, j'ai aussi acquis la conviction que la transition écologique doit d'abord être territoriale. C'est tout le sens du Livre blanc que j'ai rédigé en 2016¹ : le cadre général et les ressources sont votés à Paris, mais le succès ou l'échec d'un projet se jouent à l'échelon local.

Certaines collectivités se sentent démunies face aux défis à relever. Comment l'ADEME peut-elle les aider ?

S. W. : La transition écologique reste un sujet complexe. Au-delà des subventions que nous apportons, notre responsabilité est de décrypter les enjeux de cette transition auprès des élus. C'est dans cet esprit que j'évalue la possibilité de lancer un réseau de référents « transition écologique » au sein des collectivités, qui accepteraient de nous consacrer une journée par an et une réunion par trimestre. L'idée : créer une communauté d'élus qui pourraient se faire le relais de nos travaux auprès de leurs collègues, avec leur langage, et partager avec eux les solutions que l'ADEME, et plus généralement l'État, met à leur disposition. Autre levier : l'aide en ingénierie. L'assistance à maîtrise d'ouvrage ne doit pas reposer sur les seuls bureaux d'étude. L'ADEME doit être reconnue par les élus comme un tiers de confiance et, à ce titre, intervenir en amont de chaque projet. Notre accompagnement sera d'autant plus efficace qu'il sera mieux coordonné avec les autres opérateurs publics de la transition. J'ai ainsi pris l'initiative de me rapprocher de mes homologues du Cerema, de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) et de la Banque des territoires, pour un travail d'analyse commun, basé sur une vision territoriale. La mission de nos directions régionales respectives sera de se mettre autour de la table pour dresser un état des lieux partagé des freins, des spécificités locales et des besoins, l'objectif étant de ne laisser aucun territoire sur le bord du chemin.

« Le pari de la prise de conscience est gagné. Il faut maintenant que chacun prenne sa part et passe à l'action. »

Vous avez vous-même commencé votre mandat par une tournée dans les directions régionales de l'ADEME...

S. W. : J'avais besoin de me nourrir de ce qui se fait sur le terrain. J'ai aussi rencontré les préfets de chaque région et des élus. J'en tire plusieurs axes de travail prioritaires. Tout d'abord, garantir l'adéquation entre nos effectifs et notre feuille de route. C'est un objectif que je partage avec les partenaires sociaux. Pour cela, nous devons mieux modéliser nos ressources et leurs facteurs dimensionnants. Le deuxième axe, c'est le sens : nous avons la chance de travailler avec des collaborateurs engagés. Il faut à tout prix conserver cet état d'esprit. Le troisième concerne la généralisation massive des solutions qui marchent, en travaillant sur nos processus pour accompagner la croissance des moyens publics dans le domaine de la transition écologique, interroger nos modes d'intervention, nos offres et nos outils. Il s'agit aussi de mieux mesurer l'efficacité carbone de l'euro investi. De plus, nous devons continuer de prendre l'initiative en termes de prospective pour aider à imaginer le monde de demain. Nous devons nous intéresser à la façon dont le numérique et l'intelligence artificielle peuvent devenir des

alliés précieux de la transition écologique. Et nous devons réfléchir à notre rôle dans la façon de mobiliser les citoyens, les acteurs économiques et les collectivités territoriales.

Précisément, comment amplifier cette mobilisation ?

S. W. : Encore une fois, le pari de la prise de conscience est gagné. Mais il faut maintenant passer du générique au spécifique. Tout commence par des actions simples,

comme mesurer, individuellement, notre empreinte carbone. Les simulateurs en ligne du site nosgestesclimat.fr de l'ADEME sont de formidables outils ! Établir soi-même son bilan, connaître son impact, c'est le début de l'action. Cela encourage à mettre en œuvre des solutions, notamment celles que nous proposons sur agirpourlatransition.ademe.fr. L'ADEME doit aussi combattre « l'aquoibonisme », ce mode de pensée selon lequel nos efforts n'auraient pas ou peu d'impact au niveau mondial. Je crois au contraire à la force du *soft power* français. À l'image de la taxe carbone aux frontières, nos décisions ont une influence, en Europe et dans le monde. Mais pour cela, il faut réussir notre part du chemin et montrer que c'est possible. Cet espoir-là, l'ADEME a vocation à le faire vivre, par des actions et des résultats.

L'une des missions de l'ADEME n'est-elle pas aussi d'éclairer la décision publique ?

S. W. : Je dis toujours « Éclairer », mais aussi « Inspirer » la décision publique ! Notre expertise nous positionne comme un tiers de confiance incontestable auprès des pouvoirs publics. Notre mission est de faire émerger des solutions nouvelles, d'être force de proposition. À mon sens, chaque collaboratrice et collaborateur de l'ADEME peut être un ambassadeur de cette approche.

1. Le modèle local de l'énergie. Un accélérateur de transition énergétique des territoires.

+ [agirpourlatransition.ademe.fr/](http://agirpourlatransition.ademe.fr)

Recherche

DES TUILES RÉCUPÉRATRICES D'EAUX DE PLUIE

Une start-up albigeoise développe un système de tuiles qui récupère et stocke les eaux de pluie ruisselant sur les toits pour les utiliser en remplacement de l'eau potable.

Les bacs de récupération d'eaux de pluie existent depuis longtemps, mais il faut pouvoir les poser au sol ou les enterrer dans un jardin.

Tous les bâtiments n'ont pas cette possibilité.

Jean-Baptiste Landes, fondateur de la start-up Cactile, a donc imaginé un système de couverture de toits en pente qui intègre un collecteur et un réservoir d'eau.

Retenu par l'ADEME lors de l'appel à projets de recherche Perfecto 2022, qui visait à accompagner l'écoconception de produits innovants, ce dispositif est multicouche. La partie inférieure, en plastique recyclé, bientôt en biomatériau, se pose sur la charpente et assure la mise hors d'eau du bâtiment.

Elle sert de réceptacle à un réservoir d'une capacité de 40 litres par mètre carré, dont la configuration s'adapte au bâtiment puisqu'il est constitué de modules reliés entre eux. La couche supérieure, elle, a l'aspect d'un toit en tuiles, mais elle est en métal, un matériau plus léger que la terre cuite. Le tout peut être relié à un système d'arrosage ou aux chasses d'eau.

Un boîtier connecté permet par ailleurs le pilotage à distance de la vidange de la cuve vers le réseau collectif en prévision d'un orage, de manière à ce que le système soit prêt à recevoir le maximum d'eau de pluie quand celle-ci tombera.

« Grâce à un design conçu pour ralentir l'écoulement des eaux, le dispositif devrait, en cas d'orage torrentiel, parvenir à recueillir 85 % des précipitations, jusqu'à remplissage des cuves, annonce Jean-Baptiste Landes. Ainsi, plus il y aura de bâtiments équipés dans un quartier, plus il serait possible de retenir un grand volume de pluies, donc de limiter l'engorgement des réseaux publics et les inondations que cela peut induire. » Le modèle a déjà été testé en laboratoire, et s'apprête à l'être en conditions réelles. Plusieurs collectivités, telles que Gaillac Graulhet Agglomération, ont déjà manifesté leur intérêt.

+ cactile.fr

Appels à projets

SOBRIÉTÉ ET RÉSILIENCE DES TERRITOIRES

↓
Cet appel s'adresse à tous les acteurs volontaires pour produire ensemble des ressources ouvertes – des « communs » – au service de la sobriété et de la résilience des territoires.
Clôture : 29 décembre 2023

+ agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/20230418/sobriete-resilience-territoires

DÉVELOPPER LA CONSTRUCTION ET LA RÉNOVATION HORS SITE (CRHOS)

↓
Cet appel à projets vise à soutenir le développement de processus de préfabrication de sous-ensembles de bâtiments dans des usines situées hors des chantiers. Seul leur assemblage est réalisé sur site.
Clôture : 15 janvier 2024

+ agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/20230119/developpement-construction-renovation-hors-site-crhos?cible=79

RECYCLAGE DES PLASTIQUES, COMPOSITES ET ÉLASTOMÈRES

↓
Cet appel à projets a pour but d'accompagner les investissements nécessaires à l'industrialisation de nouvelles capacités sur les chaînes de recyclage des plastiques, composites et élastomères, du tri à l'incorporation de matière recyclée.
Clôture : 29 avril 2024

+ agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/20220406/appel-a-projets-national-recyclage-plastiques-composites-elastomeres

Publication

Une production de déchets en hausse



Dans son rapport « La collecte des déchets par le service public en France – Résultats 2021 », l'ADEME alerte sur une tendance contraire aux objectifs : 41,3 millions de tonnes de déchets ménagers et assimilés (DMA) ont été collectés en 2021, soit 6 % de plus qu'en 2019, alors que, sur les dix années précédentes, les tonnages n'avaient jamais dépassé 39 millions de tonnes par an. Cela s'explique en partie par le rattrapage des travaux du bâtiment après la crise sanitaire et par une prise

en charge accrue des déchets de chantier par les collectivités dans le cadre de la nouvelle filière REP Bâtiment. Mais même en excluant les déblais et gravats, la collecte des autres DMA a augmenté de 4 % en deux ans, avec davantage de biodéchets et de déchets électriques et électroniques (DEEE). Les ordures ménagères résiduelles (OMR), elles, sont en recul de 3 points mais représentent toujours le premier gisement collecté (40 % du total).

+ librairie.ademe.fr/cadic/8019/ADEME-collecte-d__chets-service-public-2021.pdf

À lire aussi

LES BÉNÉFICES DE L'ÉCOCONCEPTION POUR LES ENTREPRISES

La lettre ADEME Stratégie n° 67 montre que si l'écoconception est une nécessité, elle présente aussi des avantages pour les entreprises en matière de notoriété, de sécurité et de marché. Elle cite notamment le rôle de l'écoorganisme Refashion dans le textile.



+ infos.ademe.fr/lettre-strategie-septembre-2023



CONTRIBUTION DE LA LOCATION DE VOITURES DE COURTE DURÉE À LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE
Selon cette étude, le bilan est plutôt positif, mais il pourrait l'être davantage si les clients louaient des voitures électriques.

+ librairie.ademe.fr/mobilite-et-transport/6444-contribution-de-la-filiere-location-courte-duree-a-la-transition-environnementale-et-a-l-economie-francaise.html

Formations

→ L'INTELLIGENCE COLLECTIVE AU SERVICE DES TERRITOIRES

Pour expérimenter les outils de facilitation et approfondir son aisance à faire coopérer les acteurs des territoires.

+ formations.ademe.fr/formations_accompagner-le-changement-de-comportement_l-intelligence-collective-au-service-des-territoires_s4837.html

→ DÉVELOPPER LE PHOTOVOLTAÏQUE DANS UNE COLLECTIVITÉ

Pour aider à créer un contexte favorable au développement de cette énergie.

+ formations.ademe.fr/formations_energies-renouvelables_developper-le-photovoltaïque-dans-une-collectivité_s4830.html

+ Retrouvez toute l'offre de formations de l'ADEME sur formations.ademe.fr

✉ Renseignements par courriel : inscription.formation@ademe.fr

Agenda

16-17 NOVEMBRE

Universités de l'Économie de la fonctionnalité et de la coopération

Ce rendez-vous, où seront abordés les enjeux des transitions économiques et projets de société, sera l'occasion de partager questions et expériences. Il est organisé : l'Institut européen de l'EFC et le Club Inné

Lieu : Sotteville-lès-Rouen, en Normandie

+ agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/recherche-evenements/universites-economie-fonctionnalite-cooperation

13-14 DÉCEMBRE

Energaïa

L'ADEME Occitanie participera activement au programme de conférences de ce Forum international des énergies renouvelables.

Lieu : Montpellier, parc des Expositions

+ energaia.fr

LA JUSTICE SOCIALE, PILIER D'UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ÉQUITABLE

Certaines mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique peuvent accroître les inégalités (économiques, sociales, de genre...). Cela ne doit cependant pas justifier l'inaction climatique. Ne rien faire ne ferait que différer et aggraver les problèmes d'injustice sociale face aux effets du dérèglement climatique.

QU'EST-CE QU'UNE TRANSITION SOCIALEMENT JUSTE ?

Ne pas intégrer les questions de justice sociale dans la transition écologique poserait un problème d'éthique, mais aussi d'acceptabilité, donc d'atteinte des objectifs.

On l'a vu avec la crise des Gilets jaunes, quand une partie de la population s'est élevée contre une nouvelle hausse de la taxe carbone qui allait encore, selon elle, aggraver les inégalités.

Les Françaises et les Français doivent réduire drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre pour passer de 10 à 2 tonnes équivalent CO₂ par an et par personne. Cet objectif suppose de grandes transformations dans les modes de vie, mais il s'agit d'une moyenne qui masque d'importantes disparités au sein de la population. Les 9,2 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté monétaire¹, parce qu'elles ne voyagent pas, mangent moins de viande et n'ont pas les moyens de surconsommer, ne sont pas les plus responsables des causes anthropiques du changement climatique. En revanche, elles sont les premières victimes du dérèglement du climat. Elles vivent plus souvent dans des logements mal isolés et accèdent de plus en plus difficilement à une alimentation saine et durable. Les plus pauvres, et de façon plus générale les gens modestes, lorsqu'ils sont contraints d'habiter loin des centres-villes, dans des zones mal desservies par les transports en commun, dépensent davantage, en pourcentage de leurs revenus, pour se déplacer. Quand de nouvelles politiques en faveur de la transition écologique augmentent la fiscalité sur tout ce qui émet du carbone, notamment sur le carburant, le budget de ces ménages est donc plus fortement impacté.

D'autres mesures nécessaires à la transition écologique peuvent accroître les inégalités territoriales, au détriment par exemple de régions moins bien desservies par le train ou avec un plus faible potentiel de production d'énergies renouvelables. « *Ne rien faire ne serait pas mieux*, insiste Solange Martin, sociologue en charge de la mission Transition juste à l'ADEME. *Cela ne ferait qu'accentuer les inégalités et différer les problèmes politiques. Certaines mesures, comme la fiscalité carbone, sont relativement incontournables. Mais il est nécessaire de prendre en compte leurs enjeux sociaux et de créer les conditions pour les rendre acceptables.* » C'est d'ailleurs ce que recommandent le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le Haut Conseil pour le climat (HCC) et le Conseil économique, social et environne-

mental (CESE) : ne plus traiter les questions de lutte contre la pauvreté, d'égalité hommes-femmes et d'environnement séparément, mais de façon croisée. L'ADEME souhaite explorer davantage cette voie d'une transition socialement juste, plus appropriée, donc plus apaisée.

LE RETOUR DU PILIER SOCIAL

Hier le développement durable, aujourd'hui la transition juste. Il s'agit toujours de concilier quatre piliers : l'environnement, l'économie, la société et la gouvernance. Or la dimension sociale de la transition a pu parfois être oubliée au profit d'approches plus techniques ou économiques. C'est en train de changer. Face au dérèglement climatique qui s'accélère et aux inégalités qui se creusent, les politiques doivent de plus en plus en tenir compte. « *Pour réussir une*

transition juste, il est utile d'avoir une approche globale et de ne pas surresponsabiliser des individus, en particulier ceux qui n'ont pas les moyens de choisir les solutions les plus écologiques pour se nourrir ou se déplacer au quotidien », avertit Christina Nirup, responsable de la mission Inclusion et transition écologique auprès de la direction générale déléguée de l'ADEME.

Les sociologues et les économistes de l'ADEME produisent des données, des analyses et des recommandations pour éclairer les politiques publiques. Ainsi,

dans leur « Analyse des conditions de reprise d'une valeur équitable du carbone », ils se sont intéressés aux conditions pour qu'une fiscalité carbone puisse être considérée comme juste, donc susceptible d'éviter la colère de la population. Par exemple, l'argent récolté par ce type de taxe doit être redistribué ou utilisé pour financer la transition écologique ; des alternatives doivent être proposées à ceux qui n'ont pas les moyens d'investir dans des pompes à chaleur ou des voitures électriques ; les aides pour compenser la hausse du prix des carburants doivent cibler prioritairement les publics qui en ont le plus besoin, etc.

Outre l'appui technique et financier à des études et des recherches sur les impacts sociaux du dérèglement...

« Certaines mesures sont difficiles, mais incontournables. Il faut créer les conditions pour les rendre acceptables. »

Solange Martin,
sociologue à l'ADEME.



14,6 %

DES FRANÇAIS vivent sous le seuil de pauvreté (c'est-à-dire avec moins de 60 % du niveau de vie médian).

(Source : Insee, 2022)

© Gettyimages

... climatique, l'ADEME soutient des projets qui présentent des cobénéfices pour les populations précaires : développement des réseaux de chaleur dans des quartiers d'habitat social, systèmes de transports dans des zones rurales et périurbaines, initiatives visant la réduction du gaspillage alimentaire, etc. Elle noue également des partenariats autour d'actions articulant enjeux environnementaux et sociaux : avec le CLER-Réseau pour la transition énergétique, pour le repérage et l'accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique, avec Emmaüs France, pour la formation des compagnons à l'upcycling de meubles, ou encore avec l'Agence de Renouvellement Urbain (ANRU), sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ces quartiers cumulent en effet les vulnérabilités, avec un taux de pauvreté trois fois supérieur par rapport à ailleurs, une surexposition aux nuisances environnementales (air, bruit...), un effet d'îlot de chaleur urbain renforcé et le vieillissement de logements énergivores et parfois suroccupés.

UNE EXPERTISE PRÉCIEUSE

Une transition juste nécessite des décisions plus inclusives et participatives. Les pouvoirs publics et l'ADEME se doivent de considérer le point de vue des personnes les plus vulnérables, trop souvent oubliées : les plus pauvres, les femmes, les personnes d'origine étrangère, les populations rurales ou vivant dans les périphéries urbaines... Et pas seulement pour parler des impacts sociaux (*lire p. 10*). Intégrer leurs savoirs et leurs vécus permettrait de rendre les politiques publiques plus efficaces et plus ajustées aux problématiques de toutes et tous.

1. Insee, 2019.

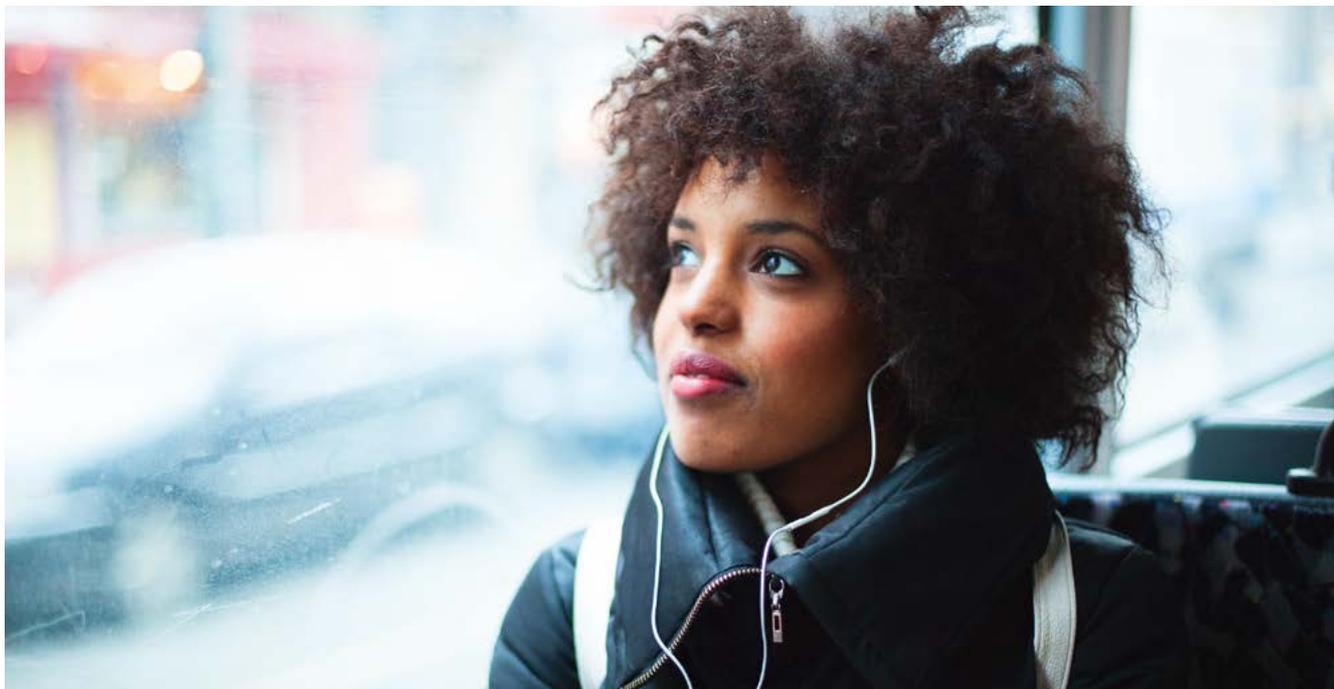
- +** • **Les propositions pour une taxe carbone plus équitable** : librairie.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/5694-analyse-des-conditions-de-reprise-d-une-valeur-equitable-du-carbone.html
- **Les inspirations de l'ADEME « Pour des territoires plus inclusifs »** : librairie.ademe.fr/cadic/279/carnet_inspiration_territoires_plus_inclusifs.pdf
- **Le dossier « Territoires ruraux et périurbains : comment sortir du tout-voiture ? »** : infos.ademe.fr/magazine-septembre-2022/dossier/



DIX ANS D'OBSERVATION DE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

En France métropolitaine, 3,4 millions de ménages (11,9 %) sont en situation de précarité énergétique. Et 69 % des personnes interrogées disent avoir restreint leurs consommations d'énergie en 2022 de peur de voir s'envoler leurs factures. Dans un contexte post-Covid et de tensions liées à la guerre en Ukraine, les prix de l'électricité, du gaz et du fuel ont fortement augmenté, ce qui explique que 440 000 ménages de plus qu'en 2020 rencontrent des difficultés à se chauffer malgré la mise en place d'un bouclier tarifaire. Créé en 2011 et piloté par l'ADEME, l'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE) a publié en 2021 son bilan de dix ans de suivi. Il y alerte sur la difficulté des plus modestes à accéder aux aides à la rénovation énergétique (Habiter mieux, MaPrimeRénov', etc.). La plupart sont locataires et, quand ils sont propriétaires, ils ne sont pas en mesure de supporter le « reste à charge » des travaux d'isolation. Tant que l'offre de logements de qualité aux loyers accessibles restera en deçà de la demande qui, elle, est croissante, les plus précaires seront contraints de se loger dans des passoires et bouilloires thermiques. Des décisions plus récentes, comme l'interdiction de louer de telles habitations depuis 2023 et la revalorisation à venir des aides existantes, devraient améliorer la situation.

+ <https://onpe.org/>



© Gettyimages

DES INÉGALITÉS DE GENRE CREUSÉES PAR LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Bien que, sur le terrain, elles soient les plus impactées par le changement climatique et les plus impliquées dans l'adoption de comportements écoresponsables, les femmes sont encore trop peu présentes dans les instances qui décident des politiques environnementales.

Les études montrant que le dérèglement climatique impacte plus les femmes que les hommes se multiplient. Naturellement, on pense aux cas extrêmes : à ces femmes qui, dans certains pays, doivent parcourir des kilomètres pour se ravitailler en eau, ou à ces fillettes qui, dans certaines régions, sont défavorisées par rapport à leurs frères en cas de famine. Mais, même si elles sont moins visibles, les inégalités climatiques de genre existent aussi en France. En cause : les normes sociales et les stéréotypes de genre, qui viennent s'ajouter à des inégalités structurelles. « Parce qu'elles sont plus souvent payées au Smic et à temps partiel, parce qu'elles sont plus nombreuses que les hommes à arrêter de travailler pour s'occuper de leurs enfants et parce qu'elles représentent plus de 80 % des parents isolés, les femmes ont plus de risque d'être en situation de précarité, donc de vulnérabilité face au dérèglement climatique, note Amandine Richaud-Crambes, en charge d'une mission sur les discriminations indirectes

liées à la transition écologique à l'ADEME. De plus, physiologiquement, le corps des femmes est plus sensible aux canicules et aux grands froids, si bien qu'elles sont plus nombreuses à en ressentir les effets sanitaires. Lors de la canicule de 2003, la mortalité chez les femmes a ainsi été 15 % supérieure à celle des hommes. » Elles sont aussi plus désavantagées par les mesures de lutte contre le réchauffement climatique. Ainsi, « comment rejoindre son travail en centre-ville quand on a une voiture Crit'Air 5 devenue indésirable, qu'on n'a pas les moyens de passer à l'électrique, qu'il n'y a pas d'alternative en bus le dimanche et qu'on a peur de se faire harceler ou agresser en rentrant seule le soir ? »

INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET POLITIQUES

Quel que soit le milieu, les femmes s'occupent encore de 71 % des tâches ménagères¹, si bien que l'adoption d'habitudes plus écoresponsables dans les foyers (alimentation durable, sobriété énergétique...) leur incombe

davantage. A contrario, les postes à responsabilité sont encore trop peu occupés par des femmes. Celles-ci ne représentent que 37 % des députés et 20 % des maires en France². Surtout, dans les secteurs clés de la transition (énergie, transport, finance, etc.), les emplois stratégiques sont majoritairement occupés par des hommes. Dans un avis de mai 2023, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) émet des recommandations pour que l'impact des décisions écologiques sur la vie des femmes soit mieux pris en compte. Parmi elles, celle d'encourager davantage les filles à s'orienter vers les filières scientifiques et techniques.

1. Insee, 2010.

2. Ministère chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations, 2023.



Le rapport « Inégalités de genre, crise climatique et transition écologique » du CESE : www.lecese.fr/actualites/avis-inegalites-genre-crise-climatique-transition-ecologique-adopte-avis

JOËLLE WEYDERT,
militante
ATD-Quart Monde



SARAH THIRIOT,
sociologue
à la direction
Prospective
et Recherche
de l'ADEME



TRANSITION ÉCOLOGIQUE : LES PAUVRES ONT DES CHOSES À DIRE

L'association ATD Quart Monde a demandé à huit de ses membres, des personnes vivant ou ayant vécu dans la grande pauvreté, de se projeter dans les scénarios Transition(s) 2050, envisagés par l'ADEME pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

Qu'avez-vous pensé de ces scénarios, au regard de la réalité des plus précaires ?

Joëlle Weydert : Pour cet atelier du Labo d'idées d'ATD Quart Monde, nous nous sommes réunis à trois reprises. Dès le début, nous avons écarté le quatrième scénario « Pari réparateur » : il semble avoir pour but de sauver le capitalisme plus que la planète. Le troisième scénario « Technologies vertes » mise sur le progrès. Il laisse peu de pouvoir d'agir aux citoyens. Avec le premier scénario « Génération frugale », on se rend compte qu'on peut et doit chacun agir à notre niveau.

« La vie d'un pauvre est sobre, mais pas forcément triste. »

Mais la plupart des mesures envisagées ne pourraient être appliquées sans contrainte : elles demandent que les industriels et les plus riches changent de modèle. Au final, c'est le deuxième scénario – « Coopérations territoriales » – qui, parce qu'il mobilise et écoute tous les acteurs, paraît le plus démocratique et désirable pour tous.

Pourquoi les personnes en situation de précarité devraient aussi s'intéresser à l'écologie ?

J. W. : Cela ne semble pas être pour elles une priorité au quotidien, mais c'en est une. Les pauvres sont les premières victimes du changement climatique. En outre, contraints financièrement, ils font déjà des économies d'eau et d'énergie, développent l'économie circulaire, etc. Ils ont une expertise en la matière qui mériterait d'être écoutée. Et ils peuvent témoigner que la sobriété, quand elle est basée sur le partage, peut être joyeuse.

En quoi ce travail mené par ATD Quart Monde est-il essentiel ?

Sarah Thiriot : Avec Transition(s) 2050, l'ADEME souhaitait offrir la possibilité à chacun de s'emparer du sujet de la transition écologique et de débattre de la faisabilité des différents scénarios. Nous les avons d'ailleurs présentés dans le cadre d'une étude sociologique à des Françaises et Français, pour comprendre comment ils peuvent s'y projeter, ainsi que leurs contraintes, craintes et aspirations vis-à-vis de ces futurs possibles. Le travail d'ATD Quart Monde poursuit la même logique, mais en donnant la parole aux plus précaires. Tout ceci contribue à éclairer certains angles morts de nos travaux. Dans les discours comme dans les outils de modélisation utilisés, nous avons tendance à nous exprimer avec des moyennes. Or les pauvres prennent très peu l'avion, consomment beaucoup moins de viande et vivent dans des logements beau-

« La notion de Français moyen n'a pas de sens. »

coup moins grands que les riches. Il leur paraît injuste qu'on demande à tous de faire les mêmes efforts.

Et maintenant ?

S. T. : Nous allons chercher à mieux prendre en compte et représenter la diversité des populations, leurs marges de manœuvre, qui sont très inégales, et ainsi à proposer des transitions qui soient plus justes. Par ailleurs, les membres d'ATD souhaiteraient que nous insistions davantage sur les objectifs à atteindre par les entreprises car elles ont plus d'impact sur l'environnement et plus de moyens d'agir. Elles peuvent faire exister concrètement la transition, en développant par exemple des offres de mobilité ou de logement plus accessibles.

+ atd-quartmonde.fr/ecologie-et-grande-pauvrete-des-militants-quart-monde-se-penchent-sur-les-scenarios-de-transition-ecologique-de-lademe

+ librairie.ademe.fr/energies-renouvelables-reseaux-et-stockage/5441-prospective-transitions-2050-feuilleton-modes-de-vie.html



© DR

ENVIRONNEMENT ET SOCIAL : MÊME COMBAT

Dans les quartiers prioritaires du Centre-Val de Loire, l'association Ville au Carré favorise les synergies entre projets sociaux et environnementaux.

Centre de ressources sur la politique de la Ville, l'association Ville au Carré travaille avec les collectivités de Centre-Val de Loire à l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers. Depuis 2021, elle est aussi chargée d'accompagner ces mêmes quartiers dans leur transition écologique. « Nous nous sommes rendu compte que les acteurs sociaux et environnementaux ne se rencontraient jamais, raconte Élisabeth Richez, chargée de mission Transitions au sein de l'association. Or certains projets menés pour répondre aux préoccupations économiques des populations modestes ont également un intérêt écologique. » À l'instar des jardins partagés, des ressourceries, des ateliers de réparation, de

la récupération des invendus alimentaires ou de la rénovation énergétique des bâtiments, par exemple. En croisant les enjeux et les efforts, tous les acteurs pourraient atteindre plus efficacement leurs objectifs respectifs et contribuer dans le même temps à une transition plus juste.

COOPÉRATIONS TERRITORIALES

Avec le soutien de l'ADEME, Ville au Carré a organisé des ateliers dans six collectivités : Tours Métropole, la ville de Blois, Bourges Plus, l'Agglomération montargoise et Rives de Loing, le pays de Dreux et Châteauroux Métropole. Objectif : créer du lien entre les acteurs de la Politique de la Ville et ceux de la Transition écologique. « Après une Fresque du

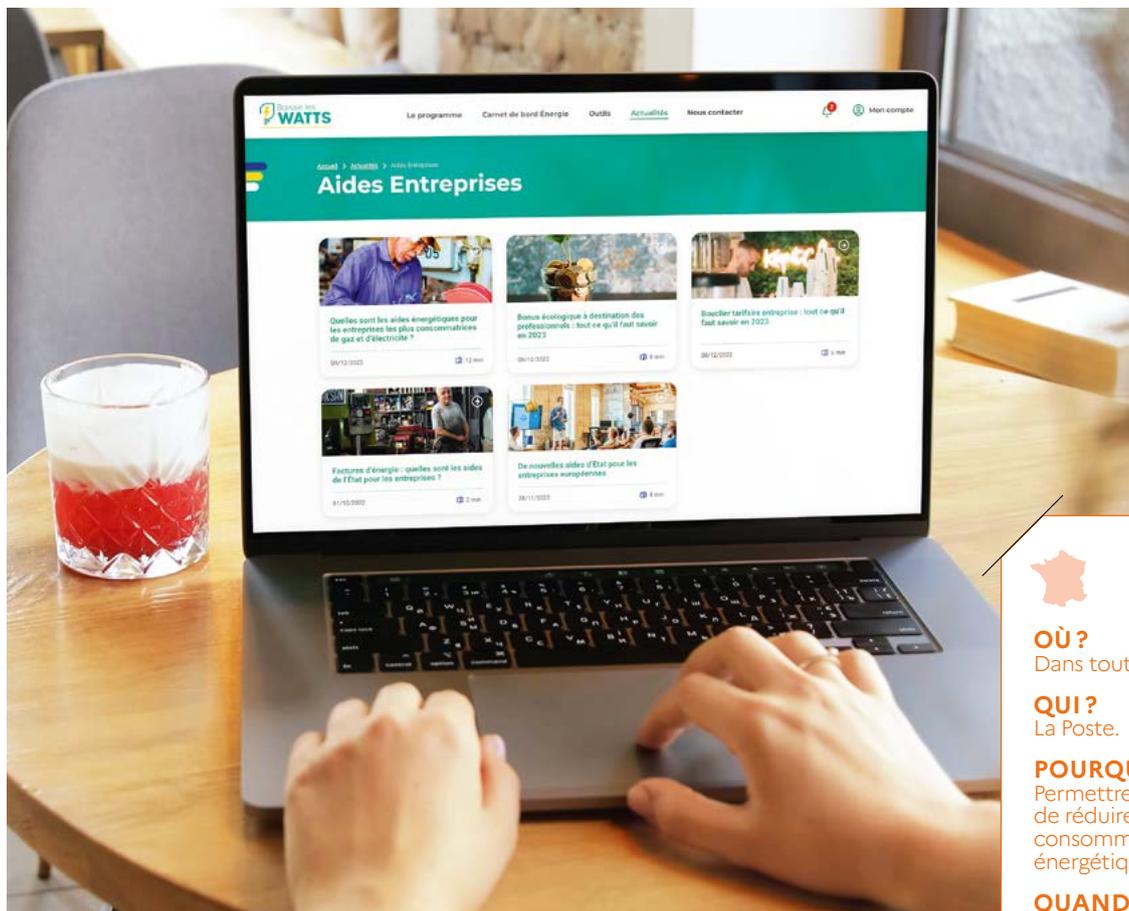
UNE SYNERGIE FRUCTUEUSE

À Blois, la Ville, le bailleur Terres de Loire Habitat, les associations Bio-Solidaire et Escale & Habitat ont lancé un projet d'agriculture urbaine, l'Archipel nourricier, visant à la fois à lutter contre l'exclusion et à rendre accessible une alimentation plus saine et durable dans les quartiers populaires.

+ blois.fr/info/2022/07/archipel-nourricier

climat, nous avons organisé une Fresque de la renaissance écologique. Dans cette projection d'un monde bas carbone, juste et résilient (sur les ressources et la biodiversité), nous avons demandé aux participants d'inscrire les projets déjà mis en œuvre. Cela a permis à chacun de se rendre compte du chemin déjà parcouru, des actions des autres et des synergies possibles», explique Elisabeth Richez. Ensemble, les participants ont ensuite produit des scénarios prospectifs intégrant la transition dans les quartiers. Il s'agit maintenant d'inscrire ces récits dans les contrats de ville, dont le renouvellement est prévu en 2024.

+ villesaucarre.org/quartiers-transition-regards-croises-synthese/



© DR

FRANCE

LA POSTE AIDE LES TPE-PME À BAISSER LES WATTS

Lauréate d'un appel à projets du ministère de la Transition énergétique et de l'ADEME, La Poste a lancé, avec sa filiale Économie d'Énergie, le dispositif « Baisse les Watts ». Objectif : aider les petites entreprises à réduire jusqu'à 30 % leurs factures d'énergie.

« **C**e dispositif est entièrement gratuit puisqu'il est financé par les certificats d'économies d'énergie (CEE), assure Alazais Caillol, responsable marketing du programme Baisse les

Watts à La Poste. *Par ailleurs, nous l'avons voulu aussi adaptable et modulable que possible, afin qu'un maximum d'artisans et d'entrepreneurs, qui ont peu de temps, puissent en profiter.* » La démarche est simple. Les TPE et PME intéressées s'inscrivent sur le site baisseleswatts.fr et y renseignent leurs équipements. Elles ont alors accès à un carnet de bord Énergie, pouvant être relié à leurs compteurs Linky et Gazpar, pour mieux comprendre et identifier leurs consommations d'électricité et de gaz. Sur le site, les entreprises trouvent aussi des fiches Actions et des tutoriels détaillant les mesures à mettre en place pour réduire leurs factures d'énergie. Pour des conseils personnalisés, elles peuvent contacter un conseiller

**OÙ ?**

Dans toute la France.

QUI ?

La Poste.

POURQUOI ?

Permettre aux TPE-PME de réduire leurs consommations énergétiques.

QUAND ?

De novembre 2022 à décembre 2025

PARTENAIRES ?

L'ADEME, Économie d'Énergie, Énergies Demain, les Chambres de commerce et d'industrie (CCI France), les Chambres des métiers et de l'artisanat (CMA France).

Énergie par téléphone ou suivre des formations, en distanciel ou en présentiel, dispensées par des experts métier.

Otteo, société de conseil en ingénierie et recrutement, a été parmi les premiers inscrits : « Nous avons déjà entamé des mesures d'économies d'énergie. Baisse les Watts nous a confortés dans notre démarche et nous a permis de chiffrer les économies financières réalisées. Grâce aux fiches Actions, nous avons pu sensibiliser et mobiliser nos collaborateurs pour la mise en œuvre d'écogestes. » À terme, La Poste compte sur son maillage territorial pour embarquer 245 000 TPE-PME.



baisseleswatts.fr



© Gettyimages

MARTINIQUE

FRIGOS ET CONGÉLATEURS RÉCHAUFFENT LE CLIMAT

L'ADEME a mené pendant douze mois une campagne de mesures des consommations d'électricité dans 50 logements représentatifs du parc résidentiel de Martinique.

« **C**ette étude avait pour but d'identifier les usages les plus gourmands en énergie, donc les leviers d'économie sur lesquels agir. C'est essentiel car ici, l'électricité est principalement produite à base de fuel », explique Paul Courtiade, coordinateur du pôle Transition énergétique à l'ADEME Martinique. Le rapport conclut que les appareils les plus énergivores sont de loin les réfrigérateurs et congélateurs, qui représentent 32 % de la facture électrique des logements. Viennent ensuite les

équipements audiovisuels et informatiques (17 %), puis la climatisation (13 %), deux usages en constante augmentation. La production d'eau chaude, pour sa part, ne représente que 8 % de la consommation électrique sur le réseau. Cela s'explique par les campagnes de sensibilisation et les aides financières incitant de plus en plus les particuliers à s'équiper de chauffe-eau solaires. Le dispositif Agir+, opéré par EDF, permet notamment aux particuliers de percevoir une prime quand ils investissent dans l'isolation de leur

logement ou quand ils achètent des équipements plus performants (par exemple des chauffe-eau solaires, des brasseurs d'air, des climatiseurs, etc.).

La nouvelle étude montre que les messages de l'ADEME et de ses partenaires en Martinique doivent aujourd'hui cibler davantage le froid alimentaire. « Une réflexion sera menée en ce sens pour encourager les particuliers à choisir des réfrigérateurs et des congélateurs plus performants mais, surtout, à réduire leur nombre dans les foyers », précise Paul Courtiade. Même chose vis-à-vis des équipements audiovisuels et informatiques.

+ librairie.ademe.fr/urbanisme-et-batiment/6465-realisation-d-une-campagne-de-mesure-sur-des-logements-en-martinique.html

**OÙ ?**

En Martinique. Des études similaires ont aussi été menées en Guadeloupe et en Guyane.

QUI ?

L'ADEME.

POURQUOI ?

Mieux connaître la répartition des consommations énergétiques pour les réduire plus efficacement.

QUAND ?

De février 2021 à février 2022.

PARTENAIRES ?

Watt Smart, Enertech et Équinoxe.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

LES CAMIONS À HYDROGÈNE PEUVENT FAIRE LE PLEIN À FOS-SUR-MER



© DR

La première station permettant aux poids lourds équipés de piles à combustible de faire rapidement le plein d'hydrogène en Provence-Alpes-Côte d'Azur a été inaugurée cet été à Fos-sur-Mer, par Air Liquide. C'est une étape importante du projet « Hydrogène à Aix-Marseille pour une mobilité écologique et durable » (HyAMMED). Soutenu et financé par l'ADEME, celui-ci vise à créer un écosystème territorial complet autour de l'hydrogène bas-carbone, allant de la production de ce gaz à son utilisation par les transporteurs routiers, en passant par son stockage et sa distribution. Ainsi, la nouvelle station, qui permet à des véhicules de 44 tonnes de faire le plein d'hydrogène en un temps équivalent au diesel, grâce à la haute pression (700 bar), est installée à proximité du site de production et directement reliée à lui par un pipeline. Le projet doit par ailleurs s'accompagner de la livraison en fin d'année de premiers poids lourds à pile à combustible, d'une autonomie pouvant aller jusqu'à 800 km, par Iveco Group à des transporteurs partenaires. Une autre station devrait aussi voir le jour à Salon-de-Provence, en 2025. L'objectif, à terme, est d'éviter l'émission d'environ 1 300 tonnes de CO₂/an.

+ ambition4climate.com/wp-content/uploads/2021/03/Projet-Air-Liquide-2-vf.pdf



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

L'ÉCOCONCEPTION DE FIL EN AIGUILLE, LOGISTIQUE ET SITE WEB



© Bohemia

Atelier de confection de linge de maison, Bohemia multiplie depuis dix ans les actions pour réduire son impact

environnemental. Tout a commencé en 2012 par un prix de l'ADEME : le « Coup de pouce » du concours Entreprises et Environnement. Celui-ci venait récompenser l'écoconception d'un drap-housse pour bébé en lin et en chanvre, exempt de produits chimiques car fabriqué à partir de tissus non teints et non blanchis. Depuis, en plus d'avoir élargi sa gamme, Anna Peccoud, dirigeante de cette TPE, a poursuivi sa démarche. « Le prix de l'ADEME a été un vrai coup de démarrage, ça m'a motivée pour aller plus loin encore. » Aujourd'hui, les produits sont écoconçus, mais aussi l'organisation et la logistique autour de ces produits : « Pour éviter les invendus et le gaspillage, nous fabriquons à la commande, et les chutes de tissus sont proposées à la vente. Nous réutilisons des cartons de commerçants locaux pour emballer les produits. On a aussi trouvé un hébergeur plus écologique pour notre site web », énumère entre autres l'artisanne, en pensant déjà à la suite.

+ bohemia.com/boutique/

OCCITANIE

Plasticlean nettoie et recycle les films plastiques agricoles

Jusqu'ici, les films plastiques utilisés par les maraîchers, pour le paillage par exemple, étaient trop souillés pour pouvoir être recyclés. Le problème est résolu, puisque la première usine en Europe spécialisée dans le recyclage de ces matériaux a été

inaugurée en juin à Vendargues, près de Montpellier, avec le soutien de l'ADEME. Cette usine, baptisée Plasticlean, a une capacité de traitement de 10 000 tonnes par an et sera donc en mesure de prendre en charge l'intégralité des films en PEBD* collectés en France par ADIVALOR, l'éco-organisme du

secteur des fournitures agricoles. Les plastiques y sont dépollués et nettoyés grâce à des procédés mécaniques innovants. Puis ils sont broyés en flocons et vendus à des plasturgistes, où ils servent à fabriquer de nouveaux films agricoles ou des sacs poubelle. La terre, le sable et les graviers issus du nettoyage, eux, sont valorisés en cimenterie ou remblais.

* Polyéthylène basse densité.

+ adivalor.fr



BIO

1972 Naissance, la même année que la publication du rapport Meadows sur « Les limites de la croissance pour la planète ».

2006-2008 Devenue mère, sa conscience de l'impact environnemental d'un humain sur terre est renforcée.

2021 Action ! Se forme à l'écoproduction via l'association Écoprod.

« INSTAURER DES PRATIQUES VERTUEUSES SUR LES TOURNAGES »

MADO LE FUR,
régisseuse, écoréférente

Régisseuse dans l'audiovisuel, Mado Le Fur est confrontée au quotidien à la surconsommation sur les tournages. C'est ce qui l'a poussée à endosser une seconde casquette : celle d'écoréférente sur les plateaux.

Mado Le Fur se souvient parfaitement du jour où elle a eu un déclic : « En 2018, sur le tournage d'un film en Bretagne. » La raison ? « L'arrivée, dès le premier jour, d'une palette entière de petites bouteilles d'eau en plastique ! Quel gâchis... Je me suis dit qu'il fallait réagir. » Il y a aussi la quantité de matériaux neufs utilisés pour construire les décors, l'énergie dépensée pour faire tourner les machines... Chaque année, le secteur audiovisuel en France émet 1,7 million de tonnes équivalent CO₂, soit autant que 700 000 vols Paris - New York¹.

À 51 ans, Mado Le Fur est régisseuse depuis trente ans. Cela signifie qu'elle gère, avec son équipe, la logistique

des tournages de films, courts-métrages ou séries. Elle a travaillé à Paris, puis cinq ans à Strasbourg (pour Arte) et deux ans en Allemagne. Mais sa conscience écologique se heurtait de plus en plus aux habitudes en place. « En 2020, en plein confinement, je me suis donc formée avec l'association Écoprod au métier d'écoréférente », raconte cette mère de deux ados lycéens.

« LE CHAMP DES POSSIBLES EST IMMENSE »

La Brestoise cumule aujourd'hui les deux rôles. Depuis quelques mois, elle travaille deux jours par semaine sur le tournage de « Déter », série de France TV tournée en Ille-et-Vilaine, qui met en scène la vie d'un groupe d'amis dans un lycée agricole. Une grosse production où elle a vraiment les moyens d'agir. « Je mesure notre impact et instaure des pratiques plus vertueuses sur le plateau, détaille-t-elle. Les choses ont déjà commencé à bouger : un panneau solaire mobile nous permet de gagner en autonomie énergétique. »

« Il y a des récupérateurs d'eau et, pour les décors, nous travaillons avec des recycleries, tout en utilisant des

peintures et des produits de maquillage les moins polluants possibles. » Terminées aussi, les bouteilles d'eau en plastique. Elle se réjouit que les mentalités évoluent (un peu) et que, depuis mars dernier, la loi impose un bilan carbone pour les œuvres de fiction.

Écolo convaincue, Mado Le Fur est parvenue à se mettre en phase avec ses pratiques personnelles. « Au quotidien, j'applique de nombreux éco-gestes. On ne peut plus passer à côté du sujet, on n'a qu'une planète », assène celle qui, aujourd'hui, souhaite travailler le plus possible en Bretagne. Il y a quelques années, elle a créé une Amap² de quartier, à Brest, qui distribue des produits bio et de saison. Cette sensibilité à l'environnement vient de son enfance. Ses parents étaient agriculteurs. À la campagne, « on grandit avec l'esprit de sobriété chevillé au corps », sourit l'écoréférente. Un esprit qu'elle tente d'insuffler aujourd'hui sur les plateaux.

1. Source : Écoprod, 2020.
2. Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.



LES FRANÇAIS ET LES VÉHICULES ÉLECTRIQUES

L'ADEME a réalisé une étude sur la perception et les attendus du grand public à l'égard des véhicules électriques. Les gens n'y sont pas opposés, mais estiment ne pas avoir les moyens.



DES FRANÇAIS disposent d'un véhicule électrique (VE) ou hybride rechargeable (VHR). Leur profil : 35-54 ans, aisé, résidant en maison individuelle, dans de grands pôles urbains.



85 %

des gens interrogés considèrent que les VE et VHR ne sont pas accessibles pour eux.

CE QU'ATTENDENT LES SONDÉS POUR ÊTRE CONVAINCUS



Un prix d'achat plus proche de celui d'un véhicule thermique



25 737 €

Budget moyen pour acheter une voiture électrique (neuve le plus souvent)

vs



12 655 €

pour une voiture thermique (acheté d'occasion dans 64 % des cas)



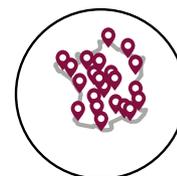
Une autonomie plus grande des batteries (561 km minimum)

15 %

seulement des Français considèrent que leur territoire est suffisamment couvert en bornes de recharge (contre 45 % qui pensent que la couverture est beaucoup trop faible).

65 %

des sondés craignent que la fin des véhicules thermiques creuse encore les inégalités sociales et territoriales, avec une partie de la population qui, n'ayant pas eu accès aux véhicules électriques, se retrouve très limitée dans ses capacités de déplacements.



Une meilleure couverture du territoire en bornes de recharge



21 %

des sondés seulement pensent que les VE ont une empreinte environnementale réduite par rapport aux véhicules thermiques. Or, avec une batterie de capacité raisonnable (< 60 kWh), et à modèles équivalents, leur impact est 2 à 3 fois moindre* sur l'ensemble de son cycle de vie.



Une durée de recharge maximale d'une heure, idéalement de 30 minutes



librairie.ademe.fr/mobilite-et-transport/6252-perception-et-attendus-du-grand-public-a-l-egard-de-l-electromobilite.html

* Avis de l'ADEME «Voitures électriques et bornes de recharge», octobre 2022.

